

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD

CONSULTATION N° 2025-25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

**FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES
D'UNE FLOTTE DE VÉHICULES « BUGGY » DE MARQUE « POLARIS »
AU PROFIT DES ATELIERS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (SGAMI NORD)**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS.....	4
ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 – Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2 – Dispositions générales.....	4
2.3 – Montant maximum.....	4
2.4 – Prestations similaires.....	4
2.5 – Durée de l'accord-cadre.....	4
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES.....	4
3.1 – Identité des contractants.....	4
3.2 – Identification de l'exploitant.....	5
3.3 – Sous-traitance.....	5
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
4.1 – Pièces particulières.....	5
4.2 – Pièces générales.....	5
4.3 – Autres pièces particulières.....	5
4.4 – Environnement réglementaire.....	5
ARTICLE 5 – CLAUSES DE SÛRETÉ.....	6
5.1 – Obligation de confidentialité.....	6
5.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés.....	6
5.3 – Respect des principes de la République.....	6
5.4 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	6
ARTICLE 6 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	6
ARTICLE 7 – ASSURANCES.....	6
CHAPITRE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	7
ARTICLE 8 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	7
8.1 – Contenu et forme des prix.....	7
8.2 – Variation des prix.....	7
8.3 – Clause de sauvegarde.....	8
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT.....	8
9.1 – Modalités de paiement du titulaire.....	8
9.2 – Envoi dématérialisé.....	8
9.3 – Délais de paiement.....	9
9.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises.....	9
9.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants.....	9
ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT.....	10
10.1 – Retenue de garantie – cautionnement.....	10
10.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	10
CHAPITRE 3 – PÉNALITÉS.....	12
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS.....	12
11.1 – Généralités.....	12
11.2 – Application des pénalités.....	12
CHAPITRE 4 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	13
12.1 – Modalités.....	13
12.2 – Émission des bons de commande.....	13
12.3 – Délais et conditions de livraison.....	13
12.4 – Conditionnement et emballage.....	13
12.5 – Transport.....	14
12.6 – Lieux de livraison.....	14
ARTICLE 13 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	14
13.1 – Opérations de vérification.....	14
13.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	14
13.3 – Modalités de reprise des fournitures.....	14

13.4 – Garantie.....	14
13.5 – Clause de réexamen.....	15
13.6 – Formalisation des modifications.....	15
13.7 – Evolution de la législation.....	15
13.8 – Prestations similaires.....	15
CHAPITRE 5 – RÉSILIATION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....	16
ARTICLE 14 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	16
ARTICLE 15 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....	16
15.1 – Force majeure.....	16
15.2 – Contestations et litiges.....	16
15.3 – Défaillance.....	16
15.4 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
ARTICLE 16 – CONDITIONS D’UTILISATION DE L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA).....	17
ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022), s'appliquent à l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-25.

Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à la consultation n°2025-25 et déroge à certaines stipulations du CCAG-FCS mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 – Objet de l'accord-cadre

Les prestations portent sur la fourniture et la livraison des pièces détachées de marque « Polaris » nécessaires à la maintenance et à la réparation des véhicules « Buggy » au profit des ateliers du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI NORD). Les pièces fournies sont exclusivement des pièces de marque « POLARIS » en raison de la flotte de véhicules « buggys » composant les ateliers du SGAMI NORD.

2.2 – Dispositions générales

L'accord-cadre, régi par le présent cahier des clauses administratives particulières, est issu d'une procédure de passation formalisée (appel d'offres ouvert), soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-3 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.3 – Montant maximum

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum en quantité et en valeur et avec un maximum financier par an de **220 000 € HT**.

2.4 – Prestations similaires

L'administration se réserve le droit de passer un ou des accords-cadres de prestations similaires conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. La conclusion d'un nouveau marché sur le fondement de l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-25 ne sera possible que s'il n'entraîne pas une modification substantielle de ce dernier.

2.5 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre issu de la consultation n°2025-25 est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, les titulaires ne pourront pas refuser les reconductions. En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), 2 mois avant la date anniversaire du début des prestations.

ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

3.1 – Identité des contractants

Les parties signataires de chaque marché sont :

- d'une part, le pouvoir adjudicateur :
 - l'État,
 - le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord.
 - la personne responsable de l'exécution du marché est le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI-Nord).
- d'autre part, l'opérateur économique : l'entreprise ou le mandataire d'un groupement d'entreprises signataires désigné dans les pièces de l'accord-cadre sous le terme « titulaire ». Le mandataire sera, en cas de groupement, celui proposant la plus large assise financière parmi les membres du groupement.

Le suivi de l'exécution courante de l'accord-cadre est assuré pour les questions d'ordre :

- technique par la Direction de l'Equipement du SGAMI-NORD
 - olivier.oubli@interieur.gouv.fr et alexandre.flament@interieur.gouv.fr
- administratif par le Bureau des marchés publics du SGAMI-NORD:
 - sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr

3.2 – Identification de l'exploitant

Le titulaire devra avoir fourni, à l'appui de sa candidature, les informations précises sur la structure de sa société, incluant le montant et la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier de son groupe d'appartenance avec ses différentes filiales.

3.3 – Sous-traitance

Les prestations pouvant être sous-traitées ne concernent que des prestations de livraison conformément à l'article L. 2193-1 du code de la commande publique. Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de ces prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire de l'accord-cadre qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé. Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité croissante.

4.1 – Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - annexe 1 : panier type et pourcentage de remise catalogue par familles des pièces ;
 - annexe 2 : délais de livraison ;
 - annexe 3 : déclaration de sous-traitance ;
 - annexe 4 : déclaration de l'usage de l'intelligence artificielle.
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières n°2025-25, dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi ;
- le cadre de mémoire technique ;

4.2 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la remise de l'offre. Ils comprennent l'ensemble textes publiés et applicables sur le territoire français pris sous forme de lois, décrets, arrêtés, circulaires, codifié ou non, ainsi que tous les textes administratifs nationaux ou locaux, applicables dans le cadre de l'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-25, notamment le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022).

4.3 – Autres pièces particulières

- Le mémoire technique complémentaire éventuel, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre ;
- les actes spéciaux de sous-traitances et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

4.4 – Environnement réglementaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

NOTA : les pièces générales, bien que non jointes à la consultation n°2025-25, sont réputées connues du titulaire de l'accord-cadre, issu de cette même consultation, et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

ARTICLE 5 – CLAUSES DE SÛRETÉ

5.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage par le présent CCATP à ne pas divulguer les informations contenues dans tout document, et à prendre toutes dispositions, mesures nécessaires à l'égard de son personnel et éventuels sous-traitants pour assurer, sous sa responsabilité, que cette confidentialité soit préservée.

Le titulaire s'engage également à restituer tout document et à détruire tout support contenant les informations échangées au terme normal ou anticipé du contrat. Il est également tenu de prendre toute disposition pour que cette confidentialité soit préservée.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

5.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés

Le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Dans le cas où le personnel du titulaire, d'un de ses cotraitants ou de l'un de ses sous-traitants devait pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée du ministère de l'Intérieur, il devra avoir été préalablement habilité par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux des sites du ministère de l'Intérieur, sans être tenue d'en préciser le motif, à certains personnels du titulaire, de ses cotraitants l'un de ses sous-traitants.

5.3 – Respect des principes de la République

Le titulaire du marché s'engage à respecter, et à faire respecter par les agents les principes de la République conformément à l'article 1 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021.

5.4 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire du marché issu de la consultation n°2025-25 s'engage à respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants dans le cadre de ses prestations.

ARTICLE 6 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire devra s'efforcer en amont du site de préserver l'environnement par les mesures d'ordres suivantes :

- la composition, la qualité et le recyclage des emballages des pièces ;
- le réemploi des pièces détachées non conformes ou défectueuses.

Dans son mémoire technique, le titulaire aura fourni les engagements qu'il prendra dans le cadre de l'accord-cadre, l'état de la situation de sa société sur l'ensemble des points cités ci-avant et d'éventuelles propositions de mesures complémentaires.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

CHAPITRE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 8 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

8.1 – Contenu et forme des prix

Les prestations de l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-25 sont rémunérées sur la base de :

- prix unitaires remisés détaillées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) – panier type (annexe 1 de l'acte d'engagement) ;
- prix unitaires hors BPU, fixés dans le catalogue du titulaire, transmis annuellement sous format numérique à l'acheteur ;
- taux de remise sur catalogue, par famille de prix (annexe 1 de l'acte d'engagement).

En cas d'opérations commerciales faisant état de tarifs ou réductions plus avantageux que ceux déterminés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement, le titulaire appliquera les tarifs de cette offre promotionnelle.

La TVA applicable aux prix de l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-25 est de 20 %. En cas de modification réglementaire d'un taux de taxe sur la valeur ajoutée, le nouveau taux s'appliquera de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des frais de port, d'emballage et de dossiers (y compris pour les retours éventuels).

8.2 – Variation des prix

Les prix unitaires hors BPU, fixés dans le catalogue du titulaire, sont transmis annuellement sous format numérique à l'acheteur et ne sont pas objet de révision hors de celle effectuée par le titulaire lors de la mise à jour de son catalogue.

Les tarifs mentionnés dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU – panier type) sont établis sur la base de la valeur économique du mois de remise des offres Mo fixée à l'article 1 de l'acte d'engagement. Ils sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du début des prestations.

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du BPU – panier type, est le suivant :

Indices de références	Intitulés des indices
Fournitures de pièces détachées pour automobiles (Prix selon BPU – panier type)	
IPC – Indice 1764102	Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Nomenclature Coicop : 07.2.1.2 – Pièces de rechange pour véhicules personnels

Les prix seront révisés par application des formules suivantes :

$$P_n = P_o \times (0,15 + 0,85 \times \frac{A_n}{A_o})$$

avec

P_n : prix révisé, hors TVA.

P_o : prix au mois Mo, hors TVA.

A_n : valeur des derniers indices définitifs et publiés à la date anniversaire du début des prestations.

A_o : valeur des indices de référence à la date d'établissement des prix au mois Mo.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à la quatrième décimale supérieure.

Le titulaire soumet les révisions de prix au bureau des marchés publics du SGAMI Nord pour validation à l'adresse courriel suivante : sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr à la date anniversaire de la notification du démarrage des prestations.

À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, dans le respect de la formule paramétrique et des indices mentionnés ci-avant.

Les nouveaux montants s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du début de prestations du marché, sous réserve de validation du bureau des marchés publics du SGAMI Nord.

Toute facturation, qui ne prendra pas en compte les prix unitaires fixés dans le BPU – panier type (annexe 1 de l'acte d'engagement), ainsi que les révisions annuelles des prix, sera rejetée.

8.3 – Clause de sauvegarde

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3% durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés).

Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché sans indemnité.

Il en serait de même si la définition ou la texture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT

L'accord-cadre s'exécute sur la base de bons de commande dont les prix sont fixés sur la base des prix unitaires et taux de remises mentionnés à l'article 8-1 du présent document.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

9.1 – Modalités de paiement du titulaire

Les factures correspondant à chaque bon de commande doivent mentionner, a minima, les indications suivantes :

- la référence du marché (numéro d'EJ, objet et date) ;
- la référence du bon de commande (numéro d'EJ) ;
- la nature des prestations (précision s'il s'agit de pièces dans le BPU – panier type (annexe 1 de l'acte d'engagement) ou hors BPU (catalogue – avec numéro de la page concernée du catalogue),
- le taux de remise sur catalogue appliqué et le code de la famille de pièce concernée (annexe 1 – acte d'engagement), le cas échéant ;
- le nom, numéro SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

Le numéro d'EJ doit figurer sur la facture dans le cas contraire elle ne pourra être traitée.

9.2 – Envoi dématérialisé

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-FCS pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, au 1er janvier 2020, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisation le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant de la plateforme CHORUS : MI5PLTF059

SIRET : 11 000 201 100 044

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer en version PDF, cela permet ainsi de transmettre de façon directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées. Cette solution gratuite pour l'entreprise offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le paiement des prestations.

9.3 – Délais de paiement

Sur la base des factures reçues du titulaire de l'accord-cadre, les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCATP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Passé ce délai, des intérêts moratoires, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 €, sont dus. Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

9.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises

Dans le cas d'un accord-cadre passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entreprises groupées ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entreprises et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un accord-cadre passé avec des entreprises groupées conjoints, les prestations exécutées par chacun d'eux font l'objet d'un paiement individualisé.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part de l'accord-cadre faisant l'objet d'un paiement individualisé.

9.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, telle que la livraison, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'utilisation du formulaire DC4, téléchargeable gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, est recommandée.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire de l'accord-cadre qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé.

Le titulaire s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par l'accord-cadre, sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans l'accord-cadre.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant (avec la mention TVA auto-liquidée, dans le cas où l'auto-liquidation s'applique), ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique). La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées avec, le cas échéant, la mention d'autoliquidation de la TVA.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT

10.1 – Retenue de garantie – cautionnement

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

10.2 – Avance et remboursement de l'avance

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, si le montant de l'accord-cadre excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30% du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution de l'accord-cadre exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30 %) par 12/N ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par l'entrepreneur atteint ou dépasse 50% du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

CHAPITRE 3 – PÉNALITÉS

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

11.1 – Généralités

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ne seront pas limitées dans leurs applications. De même, en cas de constat de plusieurs manquements, ces dernières pourront être cumulées.

Les pénalités listées à l'article 12.3, sont établies par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera appliquée aux pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €.

11.2 – Application des pénalités

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du titulaire sur les conséquences indirectes des prestations (non ou mal exécutées).

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz, des fluides thermo-frigorifiques et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Le représentant du pouvoir adjudicateur précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le représentant du pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur formalisera les manquements, les pénalités sus-visées, sur le formulaire EXE13 (disponible sur le site du ministère de l'Économie <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) et transmettra celui-ci via l'appli PLACE sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités sera imputé par réfaction sur facture.

Les pénalités ci-dessous sont appliquées sans mise en demeure dans les cas suivants :

Événement	Valeur attendue	Montant de la pénalité
Retard de livraisons	Fixé aux articles 12.3 CCATP	50,00 € par jour calendaire de retard
Retard dans le remplacement d'une pièce défectueuse	Fixé à l'article 13.4 du CCATP	50,00 € par jour calendaire de retard
Fournitures non conformes par rapport au bon de commande	Fixé à l'article 13 et suivants du CCATP	5 % sur le montant total de la facture correspondant au bon de commande

Pour les pénalités non listées ci-dessus, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

CHAPITRE 4 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

12.1 – Modalités

L'exécution du présent marché s'effectue par bons de commande. Ils sont émis par les personnes habilitées à signer les bons de commande au fur et à mesure de leurs besoins. Les fournitures devront être livrées à l'adresse précisée sur le bon de commande.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

12.2 – Émission des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés au titulaire par CHORUS formulaire.

Chaque bon de commande mentionnera obligatoirement :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS, figurant sur l'acte d'engagement ;
- le code du service exécutant MIPLTF059 ;
- le numéro de SIRET 13002031600019 ;
- la date et lieu de livraison ;
- le détail des fournitures commandées (article, quantité) ;
- le prix unitaire de la fourniture et le décompte en valeur hors taxe et toutes taxes comprises ;
- l'adresse du service auquel doivent parvenir les demandes de paiement et de factures.

La date de réception du bon de commande par le titulaire de l'accord-cadre tient lieu de notification de la commande.

Le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commande.

Afin de faciliter la rédaction des bons de commande, le titulaire mettra à la disposition des ateliers un logiciel d'aide au référencement avec un accès par internet.

12.3 – Délais et conditions de livraison

Les fournitures seront livrées et mises à disposition de l'atelier destinataire par le titulaire pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées de l'administration.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison chiffré remisé. Ce dernier est dressé distinctement pour chaque commande, et comporte notamment :

- la date d'expédition ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- la référence du marché ;
- l'identification des fournitures livrées ;
- l'identification du titulaire ;
- l'ensemble des informations financières (prix BPU – panier type (HT et TTC) ; prix sur catalogue (HT et TTC) ; taux de remise ; taux de TVA ; identification du code de familles de pièces pour les prix sur catalogue...).

Délai de livraison du fournisseur :

Le fournisseur s'engage à l'annexe 2 de l'acte d'engagement à tenir les délais (en cas de disponibles et en cas d'indisponibilité). Ces délais pourront être devancés. Passé ce délai les dispositions de l'article 11.2 seront appliquées.

Les clauses de livraison sont applicables sur 12 mois de l'année, y compris en période estivale.

12.4 – Conditionnement et emballage

Les livraisons seront effectuées sous emballage d'origine.

12.5 – Transport

Toutes les marchandises sont livrées franches de tous droits, ports, débours et taxes. Les frais liés au transport de fournitures et risques afférents incombent au titulaire. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, de déchargement incombent dans leur intégralité, au titulaire.

12.6 – Lieux de livraison

Les pièces seront livrées aux ateliers de la Direction de l'Équipement et de la Logistique, situé au 130, rue de Rivoli, à LILLE, quartier de Fives.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de désigner, en cours d'exécution du marché, d'autres lieux de livraison.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

13.1 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont de nature quantitative et qualitative. Elles ont pour but de vérifier que les fournitures sont conformes aux dispositions du marché et au bon de commande auxquels elles se rapportent. Les attributions du représentant du pouvoir adjudicateur sont déléguées aux services prescripteurs pour ce qui concerne :

- l'exécution des opérations de contrôle qualitatif et quantitatif définies ci-après ;
- la notification au titulaire des décisions qui résultent de ces opérations de contrôle.

Les délais de constatation ouverts à la personne publique pour effectuer les opérations de vérification et pour notifier sa décision sont de quinze (15) jours à compter de la date de livraison des fournitures. Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des fournitures.

Les résultats de ces opérations de vérification seront consignés sur le bon de livraison de la facture. À l'issue des opérations de vérification à destination et au vu du bon de livraison de la facture, le personnel habilité notifie sur le bon de livraison de la facture au titulaire une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-FCS.

Cette décision, à laquelle est annexé le bon de livraison de la facture précité, est établie en un (1) exemplaire.

L'admission des fournitures est prononcée sous réserve des vices cachés ou malfaçons découverts lors de l'utilisation des fournitures.

13.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-FCS.

13.3 – Modalités de reprise des fournitures

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les reprises concernant d'éventuelles livraisons non conformes.

Un bon chiffré sera établi. Ce document précisera les différentes informations obligatoires désignées ci après :

- la date de la reprise ;
- l'identification du titulaire ;
- la référence du bon de commande ;
- la fourniture et les quantités reprises ;
- le montant hors taxes et toutes taxes de la fourniture reprise.

13.4 – Garantie

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication à compter de la date d'admission conformément à l'article 33 du CCAG-FCS.

Au titre de la garantie, le titulaire doit remplacer les fournitures reconnues défectueuses dans le délai indiqué à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Si ce délai n'est pas respecté la pénalité prévue pour le remplacement d'une pièce détachée pourra être appliquée conformément à l'article 11.2 du CCATP.

13.5 – Clause de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de procéder aux modifications suivantes en cours d'exécution du contrat. Les clauses de réexamen seront mises en œuvre sur décision du pouvoir adjudicateur et formalisée par un acte modificatif au contrat.

13.6 – Formalisation des modifications

Toute modification, tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-25, devra respecter le code de la commande publique (articles R.2194-1 à R.2194-10) et être actée par un acte modificatif.

Les prestations, ainsi que leurs conditions administratives et techniques énoncées dans le présent document, prévalent à défaut d'éléments contradictoires spécifiés par un acte modificatif.

13.7 – Evolution de la législation

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer. Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un acte modificatif.

13.8 – Prestations similaires

L'administration se réserve le droit de passer un marché de prestations similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

CHAPITRE 5 – RÉSILIATION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

L'accord-cadre peut également être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à la fin de la période ferme et, à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCATP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Dans le cadre d'une résiliation, notamment pour faute du titulaire, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

15.1 – Force majeure

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires, inondations, calamités naturelles, coupures d'électricité et de gaz, contingentement du combustible, mesures gouvernementales ou administratives.

15.2 – Contestations et litiges

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché relèvent du tribunal administratif de Lille. En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62 039
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

15.3 – Défaillance

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation et/si les durées d'indisponibilité se sont multipliées.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure via l'application PLACE (avec accusé de réception) d'honorer ses engagements dans un délai de 48 heures. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 41 du CCAG-FCS.

15.4 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 16 – CONDITIONS D’UTILISATION DE L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

L’attention des titulaires des marchés, issus de la consultation n°2025-25, est attirée sur l’obligation de déclarer l’usage éventuel des outils d’IA (nom de l’outil) pour l’exécution du marché qui les concerne et de déclarer les données utilisées dans l’usage du process IA. Il est tenu d’informer l’acheteur public de tout nouvel usage significatif de l’IA.

Les titulaires sont responsables de la conformité et de l’exactitude des livrables.

À ce titre, il est tenu de conserver une traçabilité des décisions ou actions automatisées.

L’usage de l’IA ne peut être invoqué pour exonérer les titulaires de leurs obligations contractuelles ou légales.

Chaque titulaire s’engage à ne pas divulguer les données ou méthodes sensibles de l’acheteur public, y compris celles utilisées ou générées par l’IA.

L’usage de l’IA doit être conforme au Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées du présent acte sont apportées aux articles correspondants du CCAG-FCS.

Articles du présent CCATP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022),
<ul style="list-style-type: none">• 4• 5.2• 8.2• 8.3• 11.1• 11.2	<ul style="list-style-type: none">• 4.1• 32.2• 10.2.3• 38• 14 ; 1.1 ; 14.1.3 ; 14.2• 14